



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

emploi et activité

Question au Gouvernement n° 792

Texte de la question

SITUATION DE L'ÉLEVAGE FRANÇAIS

M. le président. La parole est à Mme Véronique Louwagie, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Véronique Louwagie. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue Alain Chrétien, député de Haute-Saône, s'adresse à M. le ministre de l'agriculture.

Depuis des mois, l'élevage français périclité. Il a traversé des crises sanitaires et ses cours sont aujourd'hui trop bas pour permettre la rentabilité des exploitations agricoles. Pour autant, les éleveurs ont redoublé d'efforts au cours de ces dernières années. Ils ont considérablement amélioré leurs outils de production : bâtiments aux normes, fosses respectueuses de l'environnement, plans d'épandage précautionneux, d'autres investissements encore. Malgré toutes ces bonnes volontés individuelles, la hausse du prix des aliments, conjuguée à l'envolée du tarif des énergies, met en difficulté les exploitations laitières les plus performantes.

Monsieur le ministre, l'élevage se meurt. N'attendons pas d'autres drames pour agir. L'élevage, c'est un savoir-faire ; l'élevage, c'est une richesse ancestrale ; l'élevage, c'est une dynamique d'aménagement du territoire. Par votre inaction, ce sont des millions d'emplois directs et indirects que vous condamnez. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Brigitte Bourguignon. Ce que vous dites est honteux !

Mme Véronique Louwagie. Les éleveurs laitiers ont besoin de vous, monsieur le ministre. Les territoires ruraux ont besoin de vous et il y a urgence. Ce ne sont pas 1 000 unités de méthanisation qui sauveront les pâturages français.

Par des mesures simples et rapides - améliorer, par exemple, les prix lors des négociations -, vous pouvez redonner espoir et confiance. Les éleveurs sont confrontés à la problématique du prix de vente du lait et ils demandent une augmentation de 30 euros pour 1 000 litres, ce qui correspond à une hausse de 2 centimes sur le litre de lait UHT.

L'organisation d'une table ronde sur ce sujet suscite un grand espoir chez les producteurs, mais il faut des mesures concrètes, et pas seulement de belles paroles, teintées de condescendance.

Monsieur le ministre, qu'allez-vous faire pour sauver l'élevage français ? Qu'allez-vous faire pour sauver des milliers d'exploitations agricoles ? Qu'allez-vous faire pour sauver les éleveurs ? Que faites-vous pour sauver leurs familles ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

M. Stéphane Le Foll, *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt*. Madame la députée, vous avez évoqué la situation de l'élevage, et ce faisant vous avez posé deux grandes questions, celle de la conjoncture et celle des objectifs à moyen et à long termes.

S'agissant des objectifs pour l'élevage à moyen et long termes, je vous rappelle qu'un débat va avoir lieu, consécutif à la réforme de la politique agricole commune, sur la répartition de l'ensemble des aides qui sont aujourd'hui à notre disposition, pour faire en sorte de compenser la faible rentabilité du capital investi dans l'élevage et de pallier les difficultés qu'il rencontre. Voilà pour les objectifs à moyen et à long termes. Nous aurons l'occasion d'en débattre ici, à l'Assemblée nationale.

Il y a ensuite la conjoncture, marquée en particulier, à cause des aléas climatiques, par la flambée du prix des

céréales, qui a conduit à une hausse très significative du prix de l'alimentation pour l'élevage. Vous avez évoqué la table ronde que j'ai organisée : pour que les grands distributeurs et les transformateurs répondent à la demande des producteurs, il est nécessaire que le Gouvernement mette tout le monde autour d'une table et pousse pour que la négociation arrive à son terme. Un médiateur est nommé, que je verrai demain. Il faut que les propositions faites par certains soient effectivement appliquées aux producteurs de manière rapide, pour répondre à la conjoncture.

Par la suite, il faudra modifier des lois que vous avez votées, qu'il s'agisse de la loi de modernisation de l'économie ou de la loi de modernisation de l'agriculture.

M. Alain Chrétien. Il faut les appliquer, pas les changer :

M. Stéphane Le Foll, *ministre*. Je vous signale qu'avec Benoît Hamon, nous serons obligés de les modifier pour intégrer, dans les obligations de négocier, la question de l'augmentation des coûts de production.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Louwagie](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 792

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [18 avril 2013](#)